

BB²¹ À BB²⁴. GRÂCES.

REJETS DE RECOURS EN GRÂCE.

Les papiers du bureau des Grâces, depuis l'an XI jusqu'à 1885, entrés aux Archives nationales avec les treize versements successifs effectués, de 1827 à 1929, par le Ministère de la Justice, constituent les sous-séries BB²¹ à BB²⁴. Ces quatre sous-séries sont loin de présenter une importance égale : les trois premières, qu'on peut considérer comme fermées, s'arrêtent au début du second Empire, -- si l'on excepte les réhabilitations placées dans BB²¹ --; la quatrième, BB²⁴, dont les documents atteignent actuellement l'année 1885, doit encore s'accroître par les apports futurs⁽¹⁾. La valeur historique des dossiers conservés dans chacune d'elles est assez variable : certaines des affaires pour lesquelles des condamnations avaient été prononcées et, par suite, des remises de peines sollicitées, ont donné lieu souvent à des rapports très étendus, d'un intérêt incontestable pour l'histoire; d'autres n'ont été l'objet que de notes sommaires ou se réduisent même parfois à la simple demande en grâce du condamné.

⁽¹⁾ Cinq versements du Ministère de la Justice, effectués en 1934, 1937, 1938 et 1941, ont fait entrer aux Archives Nationales la suite des dossiers de grâces et de rejets de recours en grâce jusqu'à l'année 1930 inclusivement. Mais, pour être intégrés et cotés dans la sous-série BB²⁴ puis inventoriés, ces documents doivent être triés. Ce travail de triage, qui a porté jusqu'à présent sur l'ensemble des papiers du bureau des grâces -- depuis l'origine jusqu'à 1885, ne pourra être fait désormais, en raison de la date récente des dossiers, qu'après certains délais fixés par le Ministre de la Justice (Lettre du 5 mai 1923 à la Direction des Archives). Le triage des dossiers des années 1881 à 1890, qui d'après l'autorisation ministérielle pouvait être commencé en 1940, est actuellement (1946) en cours d'exécution. (Voir ci-dessous, p. 149, notice de BB²⁴, note 2.)

Le fonds le plus ancien de ces sous-séries, conservé sous les cotes BB²¹ 1 à 169, est formé, en partie, des papiers du Conseil privé, qui fut institué par le sénatus-consulte du 16 thermidor an X pour examiner les recours en grâce ⁽²⁾. Cette institution ne survécut pas au premier Empire. Les procès verbaux de ses séances depuis le 29 brumaire an XI s'arrêtent au 12 juin 1813; ils sont cotés BB²¹ 1 à 61. Par ailleurs, le service des Grâces, d'où proviennent les documents des quatre sous-séries, n'a guère varié au cours du XIX^e siècle : bureau du Grand-Juge (1^{re} Division de l'an XII à 1808; 3^e Division, 3^e Section, puis 3^e Bureau, de 1809 à 1815) fonctionnant à côté du Conseil privé; 3^e, puis 2^e Bureau (depuis 1823) de la Direction des Affaires criminelles et des Grâces que dirigea, de 1814 à 1822, le jurisconsulte Le Graverend, -- ce service n'a pas cessé, depuis le Consulat et l'Empire, de s'occuper du “ travail des recours en grâce et des demandes en réhabilitation ”. Plus tard, est ajouté à ses attributions le “ travail général des grâces collectives accordées annuellement dans les bagnes et prisons ”, dont l'usage remontait à l'ordonnance du 6 février 1818 et dont on trouvera les dossiers, en partie, dans la sous-série BB²². D'autre part, les 11706 dossiers d'insurgés de la Commune de Paris, en 1871, rangés maintenant dans la sous-série BB²⁴, ont pour origine “ l'instruction des demandes en remise ou commutation de peines formées par les individus condamnés pour faits insurrectionnels ”, dont le bureau des grâces fut également chargé, de 1877 à 1883⁽¹⁾.

⁽²⁾ Le Conseil privé était composé du Grand-Juge, de deux Ministres, de deux Sénateurs, de deux Conseillers d'État et de deux juges au Tribunal de Cassation. Les minutes des procès verbaux des conseils privés pour recours en grâce, présidés par l'Empereur, sont aussi conservées sous les cotes AF. IV 1232 à 1235 (an X-1813). Les expéditions de ces procès-

verbaux envoyées au Grand-Juge sont cotées au début des décrets de grâce, BB²⁴ 2251 et 2252.

⁽¹⁾ Ces dates sont données par l'*Almanach national*, mais, en fait, le bureau des grâces eut à examiner les recours en grâce des insurgés de 1871, dès l'année 1872.

Jusqu'aux premières années du Second Empire, ce bureau avait réparti ses différentes catégories de dossiers en plusieurs groupes distincts. Quand ces papiers sont entrés aux Archives nationales, les classements adoptés au Ministère ont été maintenus; ils expliquent la formation des quatre sous-séries : BB²¹ (grâces accordées), BB²² (amnisties, grâces collectives, grâces politiques), BB²³ (grâces militaires), BB²⁴ (demandes de grâces, rejets de recours en grâce), qui figurent avec ces titres dans l'*État sommaire* publié en 1891. Plus tard, à partir des années 1856 et 1857, ces répartitions ont été peu à peu abandonnées par le bureau des grâces; un classement unique a prévalu. En conséquence, les liasses formées par ce service, depuis cette époque, composées désormais de dossiers appartenant à toutes les catégories énumérées ci-dessus, ont été, après leur transfert aux Archives nationales, exclusivement affectées à la sous-série BB²⁴. Il en sera de même pour les versements futurs⁽²⁾. Une exception, cependant, a été faite pour les dossiers de réhabilitation qui, retirés des liasses pendant les opérations de triage, ont été groupés et cotés dans la sous-série BB²¹, à partir de l'article 651.

⁽²⁾ Pour coter ses dossiers, le bureau des grâces a employé, au cours du XIX^e siècle, plusieurs lettres de série, suivies d'un numéro d'ordre : 1^{re} série jusqu'à 7^e série, concurremment avec les lettres BG ou G, de l'an XI à 1811; S, suivi d'un chiffre, de 1 à 9, de 1812 à 1850; S, suivi des deux derniers chiffres de l'année, à partir de 1851 (par exemple, S. 52, S. 53, etc. pour les années 1852, 1853...). C'est ce dernier mode de cotation qui est encore en vigueur. D'autre part, des répertoires sur fiches et des registres ont été utilisés par ce service pour retrouver ou enregistrer ses dossiers. Ces instruments de travail peuvent servir encore, dans une certaine mesure, pour les recherches. Ils constituent en partie la sous-série BB²⁷ et, en totalité BB²⁸.

Dans cette masse de papiers, distribués aux Archives nationales entre les quatre sous-séries BB²¹ à BB²⁴, il a paru nécessaire, en effet, d'effectuer un travail de discrimination. Après approbation de la Commission supérieure des Archives et d'accord avec le Ministère de la Justice, toutes les affaires de droit commun, reconnues complètement dépourvues de valeur historique, ont été écartées. Toutefois, cette mesure comportait une réserve : les dossiers du Consulat et de l'Empire et, à plus forte raison, les documents plus anciens ont été intégralement conservés, la distinction entre les crimes ou délits de droit commun et ceux qui ont un caractère politique ou historique étant malaisée pour cette période. Aucun triage n'a été effectué non plus dans les dossiers politiques des inculpés des Commissions mixtes de 1852 (BB²² 131 à 189), ni dans ceux des insurgés de la Commune de Paris, en 1871, contenus dans la sous-série BB²⁴. Les autres papiers de la période postérieure au Premier Empire ont été triés⁽¹⁾ avec le souci de garder strictement tout ce qui pouvait fournir une contribution -- si minime fût-elle -- à l'histoire.

⁽¹⁾ Le triage des dossiers ayant nécessairement qui porte les numéros extrêmes des liasses réduit l'épaisseur des liasses, plusieurs articles anciennes. ont pu être réunis, généralement, en un seul,

On trouvera ci-dessous, précisément, l'énumération des catégories de dossiers d'affaires ayant un caractère historique qu'il a paru utile de conserver et qui constituent maintenant, en totalité ou en partie, chacune des sous-séries BB²¹ à BB²⁴. Pour l'histoire des troubles en France au XIX^e siècle, principalement, ces documents sont une source assez peu connue jusqu'à présent et qui ne doit pas être négligée.

Affaires politiques. -- Insurrections, émeutes, conspirations, complots, attentats, soulèvements, manifestations, propagande contre le Régime établi; agissements contre la République, menées royalistes, manifestations du parti légitimiste, “ terreur blanche ”, mouvements anti-royalistes, républicains, propagande bonapartiste, manifestations pour ou contre l'Empereur. -- Chouannerie, brigandages commis par des royalistes, par des chouans ou sous prétexte de chouannerie; bandes de Diot. -- Articles, livres, discours, pamphlets, manifestes, cris, propos et chants séditieux, outrageants ou injurieux pour le pouvoir établi : pour le Roi ou la famille royale, pour l'Empereur ou sa famille, pour le Président de la République, l'Assemblée nationale, les Ministres, pour les souverains étrangers. -- Drapeaux ou emblèmes séditieux. Dessins, peintures, médailles, statuettes et autres objets séditieux; mise en vente de portraits des membres de la famille déchue, de personnages hostiles au Régime établi. -- Agissements en faveur des ennemis de la France; révoltes contre la domination française; individus condamnés pour avoir porté les armes contre la France. -- Conventionnels et Représentants bannis. -- Associations, clubs et réunions politiques; associations républicaines. -- Agissements socialistes et communistes; menées démagogiques, discours anarchiques, propagande révolutionnaire. -- Émeutes, troubles à propos des élections; fraudes électorales. -- Nouvelles fausses ou alarmantes. -- Sociétés secrètes (notamment : “la Marianne ”, “ la Militante ”, “les Francs-Juges”, “ la Fraternité universelle ”); secte des Carbonari. -- Détention ou fabrication d'armes ou de munitions de guerre, en vue de mouvements insurrectionnels. -- Évasion de prisonniers politiques. -- Antagonismes de races ou de nationalités.

A noter parmi les complots, attentats, insurrections, mouvements révolutionnaires, émeutes : complots de G. Cadoudal, du général Malet, conspiration Didier, conspiration des “ Patriotes de 1816 ”, complot du général Berton (1822), complots de Belfort et de Colmar (1822); complot de Geslain, ancien valet de chambre de la duchesse de Berry; complot de la rue des Prouvaires, en 1832; insurrection des 5 et 6 juin 1832; affaire d'avril 1834; événements de Lyon, en avril 1834; attentat de Fieschi, le 28 juillet 1835; insurrection des 12 et 13 mai 1839; affaire de l'explosion de la rue Montpensier, en novembre 1839; complot de Boulogne (6 août 1840); attentat de Darmès contre le Roi (15 oct. 1840); troubles à Paris en septembre 1841; attentat de Quenisset contre les princes (13 sept. 1841); complot communiste contre le gouvernement à Paris (procès des Communistes dits “ Matérialistes ”); révolution de février 1848 (dévastations de lignes de chemins de fer, de châteaux, etc.); émeutes en province, notamment à Lyon, à la fin de février 1848, à Rouen, à Limoges, en avril 1848; “ journées ” de juin 1848; insurrection des 22 et 23 juin 1848 à Marseille; désordres à l'occasion de l'élection de L. N. Bonaparte à la Présidence de la République (10 décembre 1848); mouvement insurrectionnel du 13 juin 1849 [manifestation contre l'Assemblée législative]; insurrection à Lyon, dans les départements du Rhône, de la Loire et de Saône-et-Loire, les 14 et 15 juin 1849; complot de Mulhouse (juin 1849); complot d'Oran (juin 1850); insurrection de décembre 1851; complot de Lyon, en 1851; complot dit de l'Hippodrome et de l'Opéra-Comique (juin-juillet 1853); insurrection à Angers, les 26 et 27 août 1855; préparation d'insurrection ou mouvements insurrectionnels dans la Nièvre et à Angoulême, en 1854 et 1855, en Bourgogne, à Vienne (Isère), à Lyon, dans les Deux-Sèvres, dans les départements du Midi, en 1856, à Lyon, en décembre 1857, en Saône-et-Loire, en 1858; attentat contre l'Empereur (14 janvier 1858) [Orsini]; mouvement insurrectionnel de l'Aurès (1858); insurrection du Hodna (Algérie), en février-mars 1860; insurrection de la Kabylie, en 1860 et 1864-1865; attentat projeté contre l'Empereur en 1863-1864; tentative d'assassinat sur le tsar Alexandre II à Paris, le 6 juin 1867; émeutes et barricades à Paris, en février et mai 1870, en janvier 1871; insurrection de la Commune de Paris, en 1871; mouvements révolutionnaires ou insurrectionnels en province, en octobre 1870 et en 1871 (notamment à Brest, Mulhouse, Lyon, Narbonne, Limoges, Marseille, Bordeaux, Saint-Étienne, Montargis, Cosne, Neuvy, la

Charité-sur-Loire, au Creusot, dans les Pyrénées-Orientales); insurrection algérienne en 1871; insurrection de la Martinique, en septembre 1870; insurrection de l'Aurès (mai 1879).

Affaires locales. -- Hostilités, rixes sanglantes entre habitants de communes voisines, par suite de divergences politiques, de rivalités, à cause de limites ou de propriétés communales, de fusions de communes, du tirage au sort, etc. -- Conflits sanglants en Corse; vendetta. -- Désordres, émeutes, agitation, manifestations à propos de recensements, de saisie de troupeaux, de droits de pâturage, d'affouages, de droits d'usage, de péages, de droits de marché, de bancs d'église, etc... -- Revendications de terrains, de bois, etc... par des communes; usurpations. -- Dévastations de propriétés par des habitants en bande; opposition d'habitants à des constructions de chemins. -- Troubles dans les théâtres, dans les bals, pendant les fêtes. -- Manifestations, écrits ou propos injurieux contre les maires, les adjoints, les conseils municipaux; troubles, émeutes provoqués par des arrêtés de préfets, de maires. -- Troubles à propos de nominations, de déplacements, de maintien ou de réinstallation de desservants, de vicaires, d'instituteurs. -- Désordres dans les églises; pillages de presbytères. -- Incidents et désordres à propos de suppression d'édifices du culte, d'enlèvement de croix, de plantation ou de destruction d'arbres de la Liberté. -- Tumultes, incidents, fraudes à l'occasion d'élections. -- Polémiques et luttes électorales. -- Émeutes à la suite de banquets patriotiques. -- Charivaris. -- Tenue irrégulière ou lacération de registres de l'état-civil. -- Incendies (quand ils occasionnent des dommages considérables). -- Incendies ou accidents occasionnés par des feux d'artifice, pendant des fêtes. -- Clubs dans les villes. -- Affaires concernant les Cercles littéraires.

Questions ouvrières; industrie; travaux publics. -- Rivalités, conflits, rixes sanglantes entre ouvriers de corporations différentes ou de compagnonnages opposés, entre ouvriers français et étrangers. -- Émeutes d'ouvriers à propos de salaires ou pour d'autres causes (emploi d'étrangers, fermetures d'usines, introduction de machines dans l'industrie). -- Grèves, coalitions. -- Destruction de métiers ou de machines. -- Destructons et pillages sur les lignes de chemins de fer (février 1848). -- Monopoles organisés par des corporations ouvrières. -- Troubles provoqués par des résiniers. -- Contraventions à la loi sur le travail dans les manufactures (patrons condamnés). -- Ouvertures d'usines, exploitation de mines, de tourbières, etc... sans autorisation; accidents de mines, explosions de grisou. -- Infraction à des ordonnances sur les chemins de fer, sur les bateaux à vapeur : accidents (graves) de chemins de fer; écroulements de ponts en construction, de monuments (ingénieurs, architectes, entrepreneurs condamnés). -- Déraillements occasionnés par des ouvriers congédiés.

Subsistances. Commerce. -- Troubles, rébellions, émeutes à propos des subsistances. -- Pillages de grains et de farines. -- Entraves à la libre circulation des grains. -- Hausse illicite des denrées. -- Incendie de récoltes. -- Troubles dans les ports à l'occasion de l'embarquement de denrées. -- Désordres dans les marchés. -- Infractions à la taxe du pain. -- Abus commis par des boulangers à l'occasion de la vente du pain. -- Contrefaçon des marques de fabrique ou de commerce. -- Divulgarion des secrets de fabrication. -- Fraudes dans l'industrie. -- Bénéfices scandaleux et agissements frauduleux à l'occasion du ravitaillement de Paris (1870-71). -- Banqueroutes (quand il s'agit d'affaires importantes). -- Faillites (quand elles ont des répercussions sur le commerce ou l'industrie). -- Prêts usuraires.

Agriculture. Forêts. -- Rébellions contre des gardes forestiers, à la suite de la répression du braconnage, de délits forestiers, de perquisitions. -- Émeutes occasionnées par la poursuite de délits. -- Associations de braconniers. -- Nombreux délits de chasse et bandes de braconniers, en 1830, en 1870. -- Pillages, dévastations, incendies de forêts. -- Émeutes à propos de

reboisements. -- Forêts exploitées avec l'autorisation des puissances alliées, pendant l'invasion (1814). -- Invasion de sauterelles en Algérie. -- Infraction au règlement sur les vendanges.

Affaires religieuses; cultes. -- Manifestations, ouvrages, brochures, chansons, libelles ou articles outrageants pour la religion. -- Manifestations contre l'archevêque de Paris, contre des desservants. -- Propos contre le clergé, contre des prêtres. -- Dévastations commises chez des religieux. -- Violences faites à des prêtres constitutionnels, à des individus pour cause de religion. -- Enlèvement de prêtres réfractaires arrêtés. -- Troubles graves suscités par des haines de religions. -- Dissensions, entre habitants de religions différentes. -- Collisions sanglantes entre catholiques et protestants. -- Réunions du culte de l'Église protestante libre de France, de la Secte des Évangélistes, de la Secte dite des " Indépendants ", etc... -- Bruits répandus du massacre des protestants par les catholiques. -- Manifestations contre le clergé occasionnées par la crainte du rétablissement de la dime. -- Émeutes à la suite du refus de curés de faire des processions pendant des orages. -- Oppositions aux arrêtés préfectoraux sur la fermeture des cabarets pendant les offices. -- Mariages religieux célébrés avant le mariage civil. -- Désordres pendant des cérémonies religieuses. -- Sermons hostiles au gouvernement ou aux autorités, prononcés en chaire. -- Affaire Théotiste Covarel (troubles dans le diocèse de Saint-Jean de Maurienne, 1873-1876). -- Manifestations, agissements contre des israélites. -- Tentatives de scission dans le culte judaïque. -- Tumultes dans des synagogues.

Instruction publique. -- Écoles, pensions ouvertes sans autorisation. -- Langues anciennes enseignées illégalement dans des écoles. -- Enseignement religieux; enseignement du catéchisme sans autorisation. -- Fraudes aux examens du baccalauréat. -- Troubles dans les facultés, dans les écoles.

Presse. Librairie. -- Délits de presse; poursuites contre les journaux. -- Édition, distribution, vente ou colportage de journaux, brochures, périodiques, etc., interdits ou séditieux. -- Libelles, factums ou articles diffamatoires. -- Contraventions aux lois sur l'imprimerie et la librairie. -- Imprimeries clandestines. -- Ouvrages condamnés pour outrage à la morale (chansons de Béranger, oeuvres de Baudelaire, etc...). -- Vente ou publication de gravures ou de photographies non autorisées. -- Contrefaçon d'ouvrages. -- Polémiques entra gérants de journaux. -- Contraventions de presse à l'occasion de brochures ou de feuilles électorales.

Affaires militaires. -- Rébellions et troubles à propos de l'arrestation de déserteurs, de militaires insoumis. -- Brigandages commis par des bandes de soldats réfractaires. -- Émeutes à propos de la conscription. -- Conscrits réformés par complaisance ou par suite de simulations de maladies. -- Affaires de remplacements militaires. -- Refus de service dans la garde nationale ou manquement au service; rivalités dans la garde nationale; troubles à l'occasion de l'élection des officiers, des opérations du conseil de révision ou de la réorganisation de la garde nationale. -- Tumultes pendant des revues de troupes. -- Manifestations, publications, cris, propos contre l'armée, contre des officiers. -- Rixes, collisions entre ouvriers et soldats. -- Troubles, émeutes, pillages occasionnés par des soldats. -- Soldats ou officiers étrangers blessés, tués ou volés en 1814, 1815. -- Brigandages et pillages par des soldats alliés en 1815. -- Collisions entre les populations et les soldats des garnisons. -- Mutineries, insubordinations. -- Abandons de postes devant l'ennemi ou l'insurrection. -- Évasions de prisonniers de guerre. -- Soldats français tués ou blessés à l'étranger. -- Attaque de troupes françaises ou de marins par des indigènes. -- Pillages par des corps francs, en 1815; par des francs-tireurs, en 1870. -- Espionnage. -- Guerre de 1870-71 : désertions, relations ou intelligences avec les Prussiens, refus de répondre à l'appel sous les drapeaux, abandon d'armes, pillages de trains de ravitaillement, pillages et vols par les Allemands, ravitaillement de l'armée allemande, incendies de villages par les Allemands (complicités), dénonciations contre des habitants qui

s'étaient opposés à l'avance allemande. -- Manifestations contre des officiers prussiens. -- Fournisseurs aux armées : fraudes.

Affaires maritimes et coloniales. -- Naufrages. -- Révoltes 'd'équipages. -- Pillages de navires échoués; vols d'épaves. -- Pertes volontaires de bateaux (baraterie). -- Rivalités entre pêcheurs, entre pêcheurs français et anglais; pêches par des bateaux anglais dans les eaux territoriales françaises. -- Pêcheries dévastées par la pêche en temps prohibé. -- Rébellion de pêcheurs à l'occasion des règlements. -- Traite des noirs. -- Contravention aux lois sur le régime de l'esclavage. -- Tentative d'insurrection à la Guadeloupe, à la Martinique (1833). -- Empoisonnements commis par des nègres à la Martinique. -- Attaque et massacre de colons par des indigènes. -- Tentatives de déraillement par des arabes, en Algérie. -- Exactions de chefs indigènes.

Impôts; affaires fiscales. -- Rébellions contre des préposés d'octroi, contre des agents des contributions. -- Refus de payer les contributions. -- Troubles, désordres, émeutes à propos du droit d'octroi, des contributions indirectes, de l'impôt des quarante-cinq centimes, des droits sur les vins, sur les fruits distillés. -- Tentatives de destruction des registres de receveurs. -- Contrebande. -- Fabrication frauduleuse du sel. -- Plantation clandestine de tabac. -- Fabrication clandestine de cartes à jouer.

Justice. Police. Prisons. -- Attaques et arrestations de diligences, de courriers. -- Banditisme ; garrotteurs; chauffeurs. -- Brigandages en Corse, dans les Pyrénées (traboucaires). -- Associations de malfaiteurs. -- Invasions de mendiants. -- Bandes de brigands sur le territoire pontifical. -- Fabrication et émission de fausse monnaie, de faux billets de la Banque de France, de la Banque russe, de la Banque d'Angleterre, etc. -- Faux papier timbré. -- Vols à la Bibliothèque nationale, aux Tuileries, au Louvre, dans les églises. -- Vol de trésors trouvés. -- Maisons de jeux. -- Jeux clandestins, bookmakers aux courses, “ paris à la cote”. -- Escroqueries (quand elles présentent quelque singularité). -- Révoltes de détenus. -- Maisons de refuge pour jeunes détenus. -- Mise en apprentissage des enfants ayant agi sans discernement. -- Société pour le patronage des jeunes libérés. -- Mémoires ou propos injurieux pour des tribunaux, pour des magistrats. -- Contraventions à la police des théâtres, aux règlements sur la circulation. -- Rébellions, manifestations contre la police, la gendarmerie.

Affaires diverses. -- Affaires notables (ex. : affaire Teste). -- Exercice illégal de la médecine. -- Rebouteurs. -- Épidémies; désordres à l'occasion du choléra. -- Arrêtés pour éviter la propagation du typhus (infraction). -- Troubles à Paris à propos de l'abolition de la peine de mort. -- Refus, par des charpentiers, de dresser l'échafaud. -- Crimes ayant ému l'opinion. -- Superstitions, croyances à la sorcellerie dans les campagnes, aux sortilèges (escroqueries à cette occasion). -- Duels. -- Loteries. -- Contraventions (quand il s'agit de personnages célèbres). -- Reproduction d'objets d'art sans autorisation. -- Destruction ou mutilation de monuments ou d'œuvres d'art. -- Dessins signés de fausses signatures d'artistes réputés. -- Dossiers contenant des lettres de personnages connus jointes à des demandes en grâce.

Les sous-séries BB²¹ à BB²⁴ contiennent des dossiers rentrant dans l'une ou l'autre des catégories énumérées ci-dessus ou concernant des individus ayant participé à l'une ou l'autre de ces affaires. Cette énumération peut donner une idée générale de l'intérêt historique que présentent les dossiers de grâce et permettra de n'indiquer, dans le présent *État sommaire*, que les affaires considérées comme les plus importantes. La consultation des inventaires analytiques manuscrits de ces quatre sous-séries et de la table sur fiches, par noms propres et par matières, de ces instruments de travail reste indispensable. Il y aura lieu enfin de se reporter aux dossiers de grâces qui figurent dans d'autres sous-séries : BB³ 144, 168 et 170¹ et

², BB³⁰ 462 à 479, 480 à 483, BB^{30*} 809, F⁷ 9337 et 9338, 10210 à 10217, 12175², 12710 à 12713.

ET. GUILLEMOT.

BB²¹. GRÂCES ACCORDÉES.

Le titre donné, dans *l'État sommaire* publié en 1891, à la sous-série BB²¹ n'est pas complètement exact. A côté de grâces accordées, qui constituent, en effet, la masse principale de ces papiers, on trouve aussi, notamment sous les cotes BB²¹ 1 à 61 (affaires examinées au Conseil privé de l'an xi à 1813) et parmi les articles cotés BB²¹ 72 à 169 (affaires classées par ordre alphabétique des noms de condamnés, de 1792 à 1822), des demandes de grâce rejetées on qui n'ont pas eu de suite. La plus grande partie de la sous-série (BB²¹ 172 à 634) reste néanmoins exclusivement composée de dossiers de grâces accordées de 1814 à 1858. Au delà de cette dernière année, il faudra chercher la suite des grâces dans les liasses de la sous-série BB²⁴, pour les raisons indiquées plus haut⁽¹⁾.

⁽¹⁾ La sous-série BB²¹, n'ayant plus reçu les dossiers de grâce, postérieurement à l'année 1858, pourrait être considérée comme fermée. On a cependant jugé utile de la laisser ouverte pour coter les dossiers de réhabilitation, sans grand intérêt au point de vue historique, qui forment aujourd'hui les articles 651 à 1012 (années 1815-1885).

Les 169 premiers articles de la sous-série BB²¹ contiennent des documents depuis l'époque révolutionnaire jusqu'aux premières années de la Restauration, mais les grâces proprement dites ne sont pas antérieures à l'an xi. Le droit de grâce, supprimé par un décret de l'Assemblée constituante du 25 septembre 1791, fut en effet rétabli seulement, en faveur du 1^{er} Consul, par le sénatus-consulte du 16 thermidor an x. La présence, dans les dossiers de grâces, de pièces plus anciennes que l'an xi s'explique par le fait que l'instruction de plusieurs recours de condamnés portait, à cette époque, sur des affaires jugées parfois sous le Directoire ou même antérieurement.

On a dû se borner dans le présent *État sommaire* à l'indication des affaires qui paraissaient particulièrement notoires. Ce procédé critiquable d'échantillonnage ne pouvait être évité. Pour se rendre compte des renseignements historiques que peut fournir la sous-série BB²¹, il faut d'ailleurs se reporter à l'énumération donnée, pages 123 et suivantes, des catégories de dossiers conservés dans l'ensemble des quatre sous-séries, sous cette réserve que les articles cotés jusqu'à BB²¹ 634 ne dépassent pas les premières années du Second Empire. On devra néanmoins consulter l'inventaire analytique détaillé de BB²¹ [1 registre manuscrit, inv. n° 871] et la table sur fiches qui en est le complément.

BB²¹ 1 à 61. Séances du Conseil privé de l'an xi à 1813 : grâces accordées ou refusées à des individus condamnés pour affaires politiques, propos, discours, faits contre-révolutionnaires, cris séditieux, participation à des troubles, brigandages, révoltes, arrestations de diligences, affaires relatives aux subsistances, etc. 1792-1813.

A noter plus spécialement :

1. Troubles dans le département des Forêts. An VIII [105 BG].

2. Tentative d'enlèvement d'un prêtre inscrit sur la liste des émigrés, à Thiébouhans (Doubs). An VI [45 BG].
4. Révolte au 7^e Régiment d'artillerie, en garnison à Groningue, le 15 fructidor an III [467 BG]. -- Affaire Cadoudal : complicité de Pierre Querelle. An xn [694 BG].
5. Conspiration Pichegru-Cadoadal : complicités de Bouvet de Lozier, Rusillion, Rochelle, Polignac, d'Hozier, Rivière, Lajolais, Gaillard. 1803 [735 2^e S^{ie}].
6. Mutinerie de la 7^e Demi-Brigade, à Marseille, le 22 fructidor an VII [367 BG].
12. Enlèvement du sénateur Clément de Ris, à Azay (Indre-et-Loire) : complicité de L. Lacroix. An IX [1334 3^e S^{ie}].
31. Cl. Anne M^{is} de Saint-Simon (condamné à mort pour participation à la guerre contre la France). 1808 [324 6^e S^{ie}].
- 33^B. Espionnage pour l'Angleterre : Delaunay-Boiselucas, complice d'Armand de Chateaubriand. 1808 [71 7^e S^{ie}].
40. Complot de Georges Cadoudal : complicité de Ch. François Rivière [735 2^e S^{ie}].
- 42 à 56. Déserteurs. Prisonniers de guerre évadés. An VII-1815.
57. Brigandages (garrottage) dans les Deux-Nèthes, en l'an XI [169 6^e S^{ie}].
58. Lettres de grâce accordées à des déserteurs et signées par l'Empereur. 1813.
61. Brigandages dans l'Ardèche. An v-an VII [287 6^e S^{ie}].
- BB²¹ 62.** Lettres de grâce accordées à des déserteurs et à des prisonniers de guerre évadés et condamnés (séances du Conseil privé, 1806-1812).
- BB²¹ 63.** Recours en grâce : feuilles de travail. An XI-1809.
- BB²¹ 64.** Recours en grâce rejetés au travail de l'an xi.
- BB²¹ 65.** Listes et états de recours en grâce. An XII-an XIII. -- Circulaires relatives aux recours en grâce (réponses à la circulaire du 10 vendémiaire an XI). -- États de recours en grâce qui n'ont pas été présentés au Conseil privé. An XII-1806.
- BB²¹ 66.** Affaires non susceptibles d'être portées au Conseil privé. An XIII-an XIV.

Les n^{os} 67 à 71 sont vacants ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Sous ces cotes étaient conservées des lettres patentes (minutes) autorisant des officiers ou fonctionnaires à rester au service de pays étrangers ou des autorisations de naturalisation (1812-1814). Ces documents sont maintenant cotés BB¹¹ 5² à 6.

BB²¹ 72 à 169. Recours en grâce, grâces ou rejets de recours en grâce d'individus condamnés pour conspirations, attentats, insurrections, rébellions, séditions, troubles, propos, discours, cris, drapeaux séditions, espionnage pour une puissance étrangère, brigandages, délits de

presse, coalition d'ouvriers, etc. ⁽²⁾ (dossiers classés par ordre alphabétique des noms des condamnés). 1792-1822.

⁽²⁾ Consulter, en tenant compte des dates indiquées (1792-1822), l'énumération donnée, pages 123 à 127, des catégories de dossiers conservés dans les sous-séries des grâces et qu'il est possible de trouver sous les cotes BB²¹ 72 à 169.

On peut noter les affaires suivantes :

72. Abraham. Israélites à Strasbourg (affaire de faux) : commerce des juifs et pratiques d'usure. An IX [652 BG 2^e S^{ie}].

77. Bailly, prêtre condamné à 3 mois de prison pour avoir célébré, la messe. An v [1221 3^e S^{ie}].

78. Barrier. Brigandages de chouans dans la Mayenne. An III [581 1^{re} D^{on}].

80. Benvenuti et Jaccini. Tentative d'insurrection près de Livourne. 1810 [S. 1 107].

83. Blandiau-Laval (J.) et Meneust Labrousse (Louis), ex-officiers chouans. -- Faits de chouannerie en l'an VI [116 1^{re} S^{ie}].

84. Boda. Vol avec garrotage commis par des brigands en bande, dans l'Ourthe. An VIII [980 G 3^e S^{ie}].

85. Bonjoanni. Brigandages dans les Alpes-Maritimes, en 1805 et 1806 [22 4^e S^{ie}].

86. Bouton. Attentat contre le Roi (explosion sous les guichets des Tuileries). S. d. [1820] (S. 4. 5756). -- Branjonneau. Mouvement anti-royaliste du 23 juin 1815 à Jupilles et à Pruillé (Sarthe) : participation [S. 3 1422]. -- Breton. Insurrection de troupes à Turin, du 22 au 24 messidor an IX [794 2^e S^{ie}].

88. Capellino. Brigandages et complicité dans l'attaque du courrier du roi de Naples sur la route d'Asti à Turin, le 22 prairial an xi [511 BG].

89. Cassini. Brigandages dans l'arr^t de San-Remo, en 1797 et années suivantes (complicité) [163 4^e S^{ie}].

90. Chabert. Brigandages dans l'Ardèche, en avril 1815 [S. 3 2826].

92. Charles. Attaque par des chouans insoumis de la diligence d'Alençon à Paris, le 18 prairial an VIII [501 2^e S^{ie}]. -- Chartran (le Général), condamné le 9 mai 1816 pour complot contre le gouvernement : rejet de la demande en grâce [S. 3 1545]. -- Chastel. Émeute d'ouvriers sans travail, à Vire (Calvados), le 18 juin 1814 [S. 3 1693].

93. Cochet. Conspiration de La Rochelle [1822]: complicité de militaires du 45^e R.I. (Raoulx, Bories, Goubin, Pomiers, Cochet, Perretton...) [A. 5 5680].

94. Coster Saint-Victor. Conspiration (attentat du 3 nivôse an IX) [724 2^e S^{ie}].

96. Crombez. Rébellion et pillage de grains, à Douai, s. d. (1817) [S. 3 3672].

97. Dacosta. Vol de diamants de la Couronne, notamment du "Sancy" et du "Régent", en 1792 [380 BG]. -- Dalencourt, concierge de la prison de Douai. Évasion de Maubreuil "prisonnier d'État". 1818 [S. 4 578].

98. De Brandt. Insurrection d'une bande armée, aux environs de Bruxelles, à propos de la conscription. An VII [S. 1 539].
100. Delaye. Arrestation de diligences et vols sur la route d'Orange à Montélimar. An VII-an IX [850 G].
101. Desbans (C.-Fr.) et Chayaux (J.-B.). Complot contre les princes (1817) [S. 3 4207].
104. Dubedat, prêtre. Rassemblements et exercice du culte (interdit), dans les cantons de Lupiac et d'Aignan (Gers), en l'an IV [S. 3 2997].
109. Éloi. Brigandages et garrottages dans les communes d'Ingouville et de Sainte-Adresse (Seine-Inférieure), en 1792 [S. 2 1224].
114. Fourquer. Incendie à Belleuse (Somme) : destruction de 71 maisons, le 22 avril 1817 [S. 3 3454].
115. Freulon. Enlèvement de la recette de Segré (Maine-et-Loire) par une bande de brigands (ex-chouans), les 27-28 frimaire an IX [1139 3^e S^{ie}].
122. Guichard. Mouvement séditieux à Avignon et à Entraigues (Vaucluse), le 8 juillet 1815 [S. 3 1698].
128. Kayper. Émeute à l'occasion du départ des conscrits, à Amsterdam, en avril 1811 [S. 1 420].
130. Lafauche. Mutinerie d'un bataillon de la 84^e 1/2 brigade à Zurich, en l'an VIII [257 BG].
131. Laurens et autres. Conspiration dans le Tarn (communes de Castres, Labruguière et Réalmont), en fructidor an v [594 G].
135. Lesurques. (Affaire du courrier de Lyon, 1796). Demande d'indemnité de sa veuve [1328, 3^e S^{ie}]. -- Lovasseur. Mutinerie au 1^{er} Rég^t de dragons de l'armée d'Angleterre, à Lœuilly (Somme), le 20 prairial an XII [S. 460].
138. Mallier. Brigandages dans l'Aveyron, en ventôse an xi [445 G].
143. Menici, capitaine d'artillerie licencié. Enlèvement de la recette de Roeheschouart, le 1^{er} nov. 1815 [S. 3 1181].
146. Mouton-Duvernét (Général), condamné à mort pour "haute trahison ", en 1815 [S. 3 1967].
150. Petitfour. Troubles à Paris, place S^{te} Geneviève, le 3 juin 1822 (anniversaire de Lallemand) [S. 5 2410].
154. Préville (Nymphé de). Espionnage pour l'Angleterre, s. d. (condamnation à mort par contumace, Rouen, 10 brum. an XIII) [307 7^e S^{ie}].
156. Richard. Assassinat du courrier de Lyon, le 8 floréal an IV (Affaire Lesurques) : complicité [1249 3^e S^{ie}].
160. Sassi della Teosa, grand maître de la cour de la reine d'Étrurie, condamné à mort pour avoir rempli des "missions auprès des Puissances ennemies", 1811 [S. 1 238].

166. Vidocq, ancien forçat devenu agent secret de la police, puis chef de la brigade de sûreté à Paris, An V-1843. [496. S4].

169. Zender, curé de Wiesbaum (Sarre). Suppression de registres baptistaires, pour soustraire des jeunes gens à la conscription, en 1807 94 6^e S^{ie}].

BB²¹ 170. Correspondance relative à des grâces ou commutations de peines de militaires. 1806-1814. -- Entérinement de lettres de grâce. 1813. -- Réponses des Cours royales à la circulaire du 29 avril 1822, demandant les extraits des jugements prononcés contre des militaires soit en activité soit en demi-solde ou contre des membres de la Légion d'honneur. 1822. -- Réponse à une demande du Grand Chancelier de la Légion d'honneur au sujet des membres de cet ordre condamnés par les Cours d'assises de Nantes, Poitiers, Colmar et Paris, pour affaires de conspiration, en 1822 (conspiration Berton, affaire de La Rochelle, affaire Pailhès).

BB²¹ 171. Bulletins des recours en grâce⁽¹⁾. 1816-1818.

⁽¹⁾ Les bulletins de recours en grâce avaient pour objet de mettre sous les yeux du Directeur des Affaires criminelles et des Grâces les demandes de grâces de chaque jour.

BB²¹ 172 à 634. Grâces accordées, de 1814 à 1858, à des individus condamnés pour participation à la guerre contre la France, à des combats contre les troupes royales, à des insurrections, complots, brigandages, troubles, etc. ⁽²⁾ (Classement par ordre chronologique des grâces.) 1792-1857.

⁽²⁾ La liste des catégories de dossiers conservés dans les sous-séries des grâces (voir pages 123 à 127) donnera un aperçu des affaires qui peuvent être trouvées sous les cotes BB²¹ 172 à 634. Il faudra toutefois tenir compte qu'il ne s'agit ici que des affaires qui se sont produites entre 1792 et 1857, dates extrêmes de ces articles.

On peut noter les affaires suivantes :

172. *Grâces accordées du 23 mai au 1^{er} sept. 1814.* Le marquis de Saint-Simon, grand d'Espagne, condamné à mort pour participation à la guerre contre la France, 1808 : annulation du jugement prononcé contre lui [sans cote du dossier]. -- Dalmates condamnés à mort pour révolte contre la domination française, 1807-1808 [S. 1 87].

173. *Id.* Complot royaliste en Normandie, 1807; affaire du Quesnay : complicité de J. B. de Placène, de M^{me} Veuve Hélie de Combray, de M^{me} Acquet de Férolles et autres [S. 2 359 et 632, 7^e S^{ie} 38].

176. *Id.*, 22 juin 1814. Révolte contre la domination française en Dalmatie, 1807 : dalmates condamnés [S. 2 674].

177. *Id.*, 23 mai-1^{er} sept. 1814. Conspiration du général Malet le 23 octobre 1812 : complicité du colonel Rabbe, de J. Aug. Rateau et autres [S. 1 858].

181. *Id.*, nov. 1814. Brigandages commis par des chouans ou d'anciens chouans, de nivôse an IV à mars 1809, dans les départements d'Ille-et-Vilaine, des Côtes-du-Nord, du Morbihan, de Maine-et-Loire, de la Sarthe, du Calvados [S. 2 834].

183-184. *Id.*, décembre 1814. Fausse monnaie fabriquée à S'-Cloud, Mousseaux, Passy, Boulogne, de l'an VII à l'an XIII [S. 2 1588].

185. *Id.*, janvier 1815. Vol de bijoux de l'Impératrice Joséphine, aux Tuileries, en avril 1809 [7^e S^{ie} 158].

196-197. *Id.*, mars 1816. Commutation de la peine de mort prononcée contre le lieutenant-général Travot, pour avoir commandé un corps d'armée contre les troupes royales, en 1815 [S. 3 1373]. -- Commutations de peine obtenues par le général Debelle et l'adjudant-commandant Boyer de Peyreleau [S. 3 1351, 1386. 1388]. Voir aussi BB²¹ 213.

199. *Id.*, juin 1816. Commutation de la peine de mort prononcée contre le général baron Gruyer (pour proclamations destinées à rallier à “ l'Usurpateur ” les troupes de la Haute-Saône, les 17 et 27 mars 1815) [S. 3 1166].

201. *Id.*, août 1816. Conspiration de Didier à Grenoble : complicité de Dussert et de Durif, 1816 [S. 3 2180, A⁴ 8548]. Voir aussi BB²¹ 203, Cousseau, d^r S. 3 2401; BB²¹ 204, Durand, d^r S. 3 2458; BB²¹ 245, Biobet, Brun, d^r S. 3 4845.

202. *Id.*, septembre 1816. Évasion du marquis Du Châtelet et autres, en 1792 : complicité d'un employé du Comité de surveillance de la Commune de Paris [S. 3 246].

213. *Id.*, juillet 1817. Le général Debelle condamné à mort (commandement de troupes dans la Drôme, mars 1815) [S. 3 1388]. Voir aussi BB²¹ 196-197.

214-215. *Id.*, juillet 1817. Affaire du Nain *tricolore* : Constantin Zenowitz, 1816 [S. 3 2256]. -- Évasion du comte de La Valette, 20 décembre 1815 : complicité de J. Eberle, geôlier de la Conciergerie [S. 3 2502].

222. *Id.*, janvier 1818. Conspiration des “Patriotes de 1816 ” : complicités ou non révélation' de complot. [S. 3 1939.] Voir BB²¹ 235-236.

227. *Id.*, janvier 1818. Insurrection de Lyon, 8 juin 1817 : grâces ou commutations en faveur de 74 inculpés.

232. *Id.*, avril 1818. Grâce accordée aux ex-conventionnels Alquier, Delbrel, Gamon, Laurence de Villedieu, Milhaud, Poullain -- Grandprey, Rabaut-Pomier, Saint-Prix, Gleysal, Moulin et Taveau, exilés comme régicides (loi du 12 janvier 1816). [S. 4 1011.]

235-236. *Id.*, juillet 1818. Conspiration, à Châlons-sur-Marne, des “Patriotes de 1816 ” (Pleignier, Carbonneau et Tolleron) : P. O. Richer, condamné pour non révélation. [S. 3 2818.]

239-240. *Id.*, septembre 1818. Complot pour s'emparer du fort de Vincennes, 1816 : Monnier, condamné à mort. [S. 3 2400.]

244. *Id.*, décembre 1818. Le lieutenant-général baron Étienne Radet, condamné à 9 ans de détention (agissements en faveur de Bonaparte, mars-avril 1815). [S. 3 4742.]

246. *Id.*, février 1819. Assassinat de Fualdès : participation de Bach et de la V^{ve} Bancal, 1817. [S. 4 818.]

252-253. *Id.*, août 1819. Jean-Louis Achille, marquis de La Valette, ex-receveur général du département des Basses-Alpes, condamné en 1816 à 10 ans de bannissement (“faits séditieux ”). [S. 4 2584.]

266. *Id.*, décembre 1820. Attentat contre la duchesse de Berry (pièces d'artifices sous un des guichets du Louvre, 28-29 avril, 6-7 mai 1820) : J.-P. Gravier, ex-officier et Bouton, condamnés. [S. 4 5756.]

269^A. *Id.*, mai 1821. Antoine-Marie-Joseph Chamans, comte de La Valette condamné à mort (“ faits relatifs aux événements de mars 1815 ”). [S. 5 723.] Voir aussi BB²¹ 214-215.

285. *Id.*, janvier 1823. Complot contre le gouvernement, en mai 1817, à Ponthierry (Seine-et-Marne) : Dumont, Duché, Duval et Fauché. [S. 3 3873.]

287. *Id.*, janvier 1823. Conspirations de Belfort et de Colmar, organisées par les colonels Caron et Pailhès, 1822 : complicité de Frédéric Dieudonné Roger. [S. 5 4522.]

299-303. *Id.*, avril 1824. Conspiration du 19 août 1820, à Paris : complicités du chef d'escadron Maziau (complot des Libéraux). [S. 5 1626], d'Éd. Martial de Trogoff, capitaine adjudant-major. [S. 6 510.] -- Conspiration du général Berton, à Thouars et à Saumur, 1822 : complicités de Sauzais et de Ferrail [S. 5 3373], du colonel Alix [S. 5 3452] et autres [S. 6 518]. Voir aussi BB²¹ 304, d^r S. 5 2753, BB²¹ 347-348, d^r S. 6 1984.

319-321. *Id.*, mars 1826. Brigandages des chouans Berguin et Danielo, en 1805, dans la commune de Crach (Morbihan) [S. 4 2679].

370-371. *Id.*, mars 1832. Attroupement aux cris de “ mort aux Ministres ”, à Vincennes et sur les Boulevards, le 18 octobre 1830 : Ch. Levieux, chef du mouvement [S. 8 295].

373. *Id.*, mai 1832. Daumier condamné pour caricature représentant le Roi et intitulée “ Gargantua ”, 1832 [S. 8 4172].

377. *Id.*, octobre 1832. Émeute à propos de l'introduction de machines dans l'industrie, aux Rives, près Saint-Étienne (Loire), le 3 mars 1831 [S. 8 2034].

378. *Id.*, novembre 1832. Insurrection des 5 et 6 juin 1832, à Paris ; participations [S. 8 6348, 6436, 6503]. Voir aussi BB²¹ 400-404 et 405-406 (*passim*); BB²¹ 379, d^r S. 8 6703; BB²¹ 380, d^r S. 8 6763, 6955; BB²¹ 382, d^r S. 8 7270; BB²¹ 387, d^r S. 8 6958.

380. *Id.*, décembre 1832. Chouannerie et brigandages commis par des chouans, en 1831 et 1832 [S. 8 6543]. Voir aussi BB²¹ 381-391 à 423-430 (*passim*) : grâces accordées de février 1833 à février 1840.

384. *Id.*, mai 1833. Émeute des mariniers à Roanne : destruction d'une partie du chemin de fer d'Andrézieux, 1831 [S. 8 3634]. -- Désordres à Paris, à l'occasion du choléra, avril 1832 [S. 8 6667].

385. *Id.*, septembre 1833. Émeutes à Metz, à propos des subsistances, les 5 et 6 juin 1832 : condamnation de la ville, considérée comme responsable [S. 8 8644].

387. *Id.*, janvier 1834. Secte de l'Église catholique française : troubles à Lèves (Eure-et-Loir), 28 avril 1833; désordres à Chartres, pillage de l'évêché [S. 8 8798].

402. *Id.*, mai 1836. Conspiration de la rue des Prouvaires, 1^{er}-2 février 1832 : participations [S. 8 5946, 6110]. Voir aussi BB²¹ 406, d^r S. 8 6542; BB²¹ 493, d^r S. 8 8308.

406. *Id.*, octobre 1836. Troubles à Lyon, en avril 1834 : participations (*passim*).

413. *Id.*, décembre 1837. Complot de Lunéville, avril 1834 : complicité de Stiller, sous-officier [S. 9 4159].
432. *Id.*, juin 1840. Attentat à main armée contre le maire de Moisdon (Loire-Inférieure) par une bande de chouans, en 1832 [S. 6435].
434. *Id.*, septembre 1840. Complot de Neuilly contre le Roi [1838] : complicité de Napoléon Annat [S. 5908].
439. *Id.*, avril 1841. Insurrection des 12 et 13 mai 1839 : participations [S. 3884, 5366]. Voir aussi BB²¹ 482, d^r S. 1 3412; BB²¹ 502^A, d^r S. 3 1319; BB²¹ 504^B, d^r A. 5267.
459. *Id.*, avril 1843. Brigandages dans l'arrondissement de Beaupréau et dans les environs de Cholet par des bandes de chouans, de 1831 à 1835 : participation des frères Allart [S. 9 5837].
- 466-467. *Id.*, décembre 1843. Désordres à Hardivillers (Oise), par suite de la fermeture de trois chapelles, juin 1843 [S. 1 7230].
475. *Id.*, octobre 1844. Tentative de coup d'État du prince Louis Napoléon, à Boulogne, 6 août 1840 : participation du Docteur Conneau [S. 2 1610]. Voir aussi BB²¹ 504^B, d^r n° 1418 (Aladenize, Fialin dit de Persigny, Le Duff de Mesonnais, Colombier, Perrin et Henry).
496. *Id.*, octobre 1846. Attentat de Quenisset contre les Princes, 13 septembre 1841 : complicités [S. 2 1673]. Voir aussi BB²¹ 504^B, d^r S. 1 1598.
- 502^B. Désordres à propos des subsistances en 1846 et 1847 : circulaire ministérielle du 7 août 1847 demandant aux procureurs généraux un état des individus condamnés pour participation à ces troubles et, éventuellement, des propositions de grâces en leur faveur (réponses des cours), 1847-1850 [S. 3 3109].
- 519^B. *Id.*, septembre-octobre 1849. Révolution de février 1848 : dévastations et incendies sur les lignes de chemins de fer de Saint-Germain et de Paris à Rouen, du 24 au 28 février [S. 3 9188]. Voir aussi BB²¹ 524-525, d^r S. 4 1016; BB²¹
- 543, d^r S. 3 8254; BB²¹ 544, d^r S. 4 2427 (ligne du Nord); BB²¹ 552-553, d^r S. 51 557; BB²¹ 561-562, d^r S. 51 1799.
530. *Id.*, juillet 1850. Mouvement insurrectionnel à Limoges, le 27 avril 1848 : participation du sieur Raybaud, ancien colonel de la garde nationale et autres [S. 4 1097].
538. *Id.*, mars 1851. Affaire Teste (Concession des mines de Goulienans), 1842 [S. 3 3216].
541. *Id.*, mai 1851. Dévastation de couvents et d'établissements religieux à Saint-Étienne (Loire), par des ouvriers, on février et avril 1848 [51, n° 288].
549. *Id.*, février 1852. "Attentat" du 15 mai 1848 (Coup de force-contre l'Assemblée nationale) : participation de L. Huber [S. 3322]. Voir aussi BB²¹ 561-562, d^r S. 53 516, et BB²¹ 566. d^r S. 52 5872 (participation de Fr.-Vincent Raspail).
550. *Id.*, mars 1852. Crimes et attentats se rattachant à la chouannerie, après la Révolution de 1830 [S. 3 5404].

551: *Id.*, avril 1852. Manifestation du 13 juin 1849 contre l'Assemblée législative : participation de F. Suchet [S. 52 1605]. Voir aussi BB²¹ 554, d^r S. 52 2900 (Ch. Bosch, ex-représentant du Bas-Rhin); BB²¹ 576, d^r S. 53 3753 (Fraboulet de Chalendar, délégué des Batignolles); BB²¹ 589, d^r S. 54 174 (Vict. Pilhes, représentant de l'Ariège); BB²¹ 592, d^r S. 52 6234 (L. E. André Pasquet); BB²¹ 600, d^r S. 52 1200 (L. Léger Vauthier, représentant du Cher); BB²¹ 602, d^r S. 52 4092; BB²¹ 616, d^r S. 54 2273 et BB²¹ 620-621, d^r S. 53 1954.

552-554. *Id.*, mai 1852. Affaire Lafarge, décembre 1839 [S. 8093].

552-554 et suiv. (*passim*). Insurrection de juin 1848. Mouvements insurrectionnels de décembre 1851 : participations. (Voir l'inventaire manuscrit de BB²¹ : articles 552-554 à 622-630).

604-606. *Id.*, novembre 1854. Insurrection de Rouen et d'Elbeuf, les 27 et 28 avril 1848.

631-634. *Id.*, janvier 1858. Recours en grâce de Charles Baudelaire, condamné pour la publication des *Fleurs du mal*, 1857 [S. 57 6959]. Voir BB²⁴ 710-714, d^r S. 63 7741.

BB²¹ 635 à 650. Numéros vacants.

BB²¹ 651 à 1012. Réhabilitations. 1815-1885. (Voir le répertoire numérique manuscrit.)